SEMINAIRE DE FORMATION A L'ADMINISTRATION DES
ELECTIONS ORGANISE AU TCHAD DU 23 MARS AU 17 AVRIL 1995

DOCUMENT DE SYNTHÈSE SUR LE SÉMINAIRE DE FORMATION SUR L'ADMINISTRATION DES ÉLECTIONS

INTRODUCTION

Le Tchad s'est engagé sur la voie démocratique. La phase essentielle de ce processus fut la tenue d'une Conférence Nationale Souveraine qui mis en place des organes de transition (Gouvernement, Conseil Supérieur de la Transition). Ces organes ont entre autres missions l'organisation des élections libres et transparentes pour la mise en place des institutions démocratiquement élues.

Le processus démocratique engagé ne peut réussir si aucune action de formation des citoyens et surtout de certains acteurs comme les administrateurs et magistrats n'est engagée.

Même si les élections sont organisées et supervisées par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), les administrateurs et magistrats sont des acteurs incontournables. Les uns représentant l'Etat gèrent les circonscriptions administratives où sont logées les circonscriptions électorales.

Les autres sont compétents pour recevoir les candidatures, trancher les conflits électoraux éventuels et proclamer les résultats.

Une maîtrise des instruments juridiques par ces acteurs est un gage de réussite du processus électoral au Tchad.

Le séminaire de formation sur l'Administration des élections organisé par le GERDDES-TCHAD en collaboration avec AMEX International et financé par l'USAID qui s'est déroulé à N'Djaména (deux sessions), Sarh (deux sessions) et Abéché du 23 mars au 17 avril 1995 se situe dans ce cadre.

Ont pris part à cette série de sessions de formation animée par les membres du GERDDES-Tchad, les experts nationaux et internationaux plusieurs Préfets et leurs Adjoints, Sous-Préfets et leurs Adjoints, les Chefs de Postes Administratifs, les Conseillers de la Cour d'Appel de N'Djaména, les Magistrats, les Maires et leurs Adjoints, les cadres supérieurs du Ministère de l'Intérieur, le Directeur Général et les directeurs de services de ce Département ministériel.

Pour l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique ayant pris part à la cérémonie d'ouverture, une dynamique positive pourrait se dégager à travers cette formation à condition que la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) travaille en toute indépendance.

Quant au GERDDES-Tchad dont l'objectif principal est la promotion de la démocratie non partisane pour aboutir à un

développement économique et social, la formation des administrateurs et magistrats aux mécanismes et techniques électoraux leur permet en toute objectivité de participer à l'exécution des opérations électorales malgré le fait que pèsent sur eux des contraintes liées au fait qu'ils sont les représentants du Gouvernement dans les différentes circonscriptions administratives.

Première journée : 23 mars 1995

- La première session de N'Djaména a débuté le 23 mars 1995. Les thèmes traités portaient sur la mise en places des instruments de gestion du processus électoral.

De l'avis des intervenants qui ont repris une citation de Martin Luther King, "Un peuple sans le vote est un peuple sans le pouvoir".

Le séminaire qui est un cadre d'échange d'expérience contribue à soutenir le processus électoral au Tchad.

L'intervenant principal, M. Traoré a fait une analyse sur les textes tchadiens fondant la démocratie. Si la démocratie semble être un objectif poursuivi par le peuple tchadien depuis des années, quels sont les instruments juridiques qui la concrétisent.

Il a fait un rappel de différentes étapes franchies (Conférence Nationale Souveraine, adoption de différents textes la mis en place des dernières institutions).

Outre la Charte de transition, les instruments principaux mis en place sont : le projet de constitution et le code électoral.

I - LA CONSTITUTION :

La constitution traduit la volonté du peuple tchadien notamment un Etat de droit où les libertés sont garanties. La constitution fixe les conditions de désignation de ceux qui auront pour mission de gouverner le pays. Elle fixe le statut des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

A - LE POUVOIR EXECUTIF :

La constitution instaure un bicaméralisme entre un Président de la république et un Premier Ministre.

* Le Président de la République :

Il doit remplir un certain nombre de conditions pour être élu (conditions d'éligibilité) qu'il s'agisse de la nationalité, de la jouissance des droits civiques, de santé. Outre ces premières conditions, il doit verser au Trésor Public une caution de 5.000.000 F CFA.

Il est élu pour 5 ans et rééligible une seule fois.

Le Président de la République a de nombreux pouvoirs notamment la nomination du Premier Ministre et des hauts fonctionnaires, la promulgation des lois, le recours au référendum. Il détient des pouvoirs exceptionnels en cas de nécessité.

Le fait que le mandat du Président de la République soit plus long que celui des parlementaires posera le problème de cohabitation en cas de changement de majorité entre les deux élections.

* Le Premier Ministre :

Il ne peut être démis par le Président de la République. C'est plutôt lui qui remet sa démission au Chef de l'Etat. D'ailleurs c'est là une des limites aux pouvoirs du Président de la République.

Le Premier Ministre peut facilement être renversé par le parlement que démis de ses fonctions par le Président de la République.

B - LE POUVOIR LEGISLATIF :

La constitution tchadienne a opté pour un bicaméralisme (une assemblée nationale et le Sénat) alors que la majorité des Etats Africains ont retenu le système monocaméral (une assemblée unique).

Quels seraient les rapports entre les deux chambres. Toutes les deux ont le pouvoir de proposer les lois. Il y a un mécanisme appelé "la navette" qui permet que la loi proposée soit examinée à tour de rôle par chacune des chambres.

En cas de désaccord entre les deux chambres au terme de la navette, c'est une commission mixte paritaire qui doit proposer le texte final.

Toutefois, en matière de lois des finances, l'assemblée nationale représentant le peuple (le contribuable) a le dernier mot.

C - LE POUVOIR JUDICIAIRE :

L'organe important en matière électorale est la Cour d'Appel.

Elle reçoit les candidatures, statue sur les litiges préélectoraux relatifs aux listes électorales, aux candidatures. Elle proclame les résultats des différentes consultations et tranche les contestations portant sur les fraudes et les résultats aux-mêmes.

II - LE CODE ELECTORAL :

Un préalable incontournable a été rappelé : chaque administrateur doit avoir un code électoral.

Le code électoral reprend l'essentiel des dispositions de la constitution.

Il faut distinguer 3 phases dans les élections (la phase préélectorale, la phase électorale et la phase post-électorale).

A - LA PHASE PREELECTORALE :

Durant cette phase, certaines conditions essentielles doivent être remplies : recensement électoral, délivrance des cartes d'électeurs, établissement des listes électorales, la déclaration des candidatures, etc.

Chaque circonscription électorale qui est un découpage du territoire pour l'élection d'un député doit avoir sa propre liste.

L'établissement des listes permet de remettre aux citoyens les cartes leur permettant le jour du scrutin de remplir leur devoir. La carte d'électeur est strictement personnelle et ne peut être cédée sauf en cas de vote par procuration.

Pour les candidats, l'accès aux panneaux d'affichage, au temps de parole, aux médias est réglé équitablement.

Le Haut Conseil de Communication veille à la répartition égale du temps entre les candidats en lice.

B - LA PHASE ELECTORALE :

Chaque circonscription est pourvue d'un certain nombre de bureaux de vote en fonction du nombre de la population, de la distance entre les villages, des phénomènes sociologiques.

Chaque bureau de vote est composé de 5 personnes dont un Président, un vice-Président, deux Assesseurs et un Secrétaire.

Dans les autres pays, le jour du vote est un jour férié. Le Tchad semble opter pour les élections le dimanche.

Pendant le scrutin et au moment du dépouillement, la transparence s'impose. Il se déroule en présence des délégués des partis politiques et des observateurs nationaux et internationaux.

C - LA PHASE POST-ELECTORALE :

Les contestations portées devant la Cour d'Appel pour les présidentielles. Le délai de recours est de 5 jours. Pour les

autres élections ce délai est de 15 jours.

Mais même s'il y a des fraudes, le juge n'est pas obligé d'annuler le vote. Il peut dire qu'il s'agit d'une fraude minime qui ne change en rien les résultats.

Un bon officier électoral doit bien respecter la loi et toutes les directives administratives.

Les exposés ont provoqué des questions variées et des observations de la part des séminaristes.

- Un premier participant a souligné la contradiction qui existe entre la loi l'électorale et la constitution.

Pour se présenter comme candidat dans une préfecture, il faut y avoir une attache. C'était l'exigence du texte constitutionnel. Or aujourd'hui la loi électorale (art. 156) exige la résidence.

- Un deuxième participant a voulu savoir comment procéder, dans le cadre d'élections parlementaires si l'on veut voter pour un frère qui se présente dans une circonscription électoral en province alors qu'on se trouverait à N'Djaména.

- Un troisième intervenant a fait remarquer que le pouvoir référendaire du chef de l'Etat était basé sur le suffrage universel dont il était issu et donc qu'il avait la même légitimité que le parlement élu sur la même base.

- Un dernier intervenant a déploré que l'on organise à la hâte des élections et que l'on exige la condition de résidence au Tchad, alors que bon nombre de candidats ont été contraints à l'exil. N'est-ce pas les défavoriser ?

Les intervenants (Monsieur Miezah et Monsieur Traoré) ont tenté d'apporter des éléments de réponse aux interrogations des uns et des autres.

- Dans l'hypothèse d'une contradiction entre les deux textes, il faut revoir l'un d'eux pour rétablir l'harmonie.

De même si on exige une attache à une préfecture c'est parce que dans la plupart des démocraties, on n'aime pas le "parachutage" électoral.

- S'agissant du vote des personnes en déplacement, l'électeur a un choix à faire. Soit il vote dans son nouveau lieu de résidence et il en fait la demande dix jours avant le scrutin pour avoir une nouvelle carte d'électeur, soit il repart pour voter là où il s'est déjà inscrit avec son ancienne carte.

Au Mali, la même disposition retraignant le droit d'être candidat aux non résidents était aussi prévue mais des dérogations ont été accordées aux exilés maliens pour leur permettre de se présenter aux différentes élections.

Les travaux se sont poursuivis en atelier à la fin de la journée.

DEUXIEME JOURNEE DU SEMINAIRE : 24 mars 1995

Conformément au Programme, les séances de la deuxième journée du séminaire de formation portant sur "L'Administration des élections" ont été consacrées à :

- l'audition des rapports des ateliers suivie d'un débat ;
- puis à l'écoute d'une communication faite par M. Djimrangar Dadnadji, Formateur du GERDDES-TCHAD ;
- et enfin, aux discussions en ateliers sur deux thèmes :

I - RAPPORT DES TRAVAUX EN ATELIER :

- Pour ce qui est des rapports des ateliers, ils ont porté successivement sur les deux sujets suivants :

- * la confection des listes électorales
- * le découpage électoral.

a)- La confection des listes électorales :

Le rapport sur ce thème a été fait par Monsieur ALLAHOU TAHER.

Rappelant les propos de Monsieur Mohamed Traoré qui était intervenu sur le sujet, M. ALLAHOU devait souligner que les textes de base sur lesquels reposait la confection des listes électorales au Tchad étaient le projet de constitution et le code électoral.

Au regard de cette réglementation, il fallait, avant toute élection, procéder au recensement des électeurs. Le recensement doit être un acte crédible pour qu'il y ait des élections libres, équitables et transparentes. Au cours du recensement, des cartes d'électeur doivent être distribuées.

Suite aux discussions qu'il y a eu en atelier, les participants ont pu apprendre, grâce à la présence du Directeur Général du Ministère de l'Intérieur, M OUMAROU DJIBRILLA, que dans les dernières listes électorales confectionnées au Tchad, il est prévu :

- un bureau de vote pour 1.000 électeurs inscrits,
- un registre,
- des fiches d'émargement.

Par ailleurs, en fonction de leur importance numérique, les différents quartiers et arrondissements de N'Djaména

comporteront un nombre plus ou moins grand de bureaux de vote.

Toujours au cours des travaux en atelier, des questions ont été soulevées, comme celles concernant le recensement des nomades en déplacement permanent ou celui des citoyens ne disposant pas de la carte d'identité nationale.

A toutes ces questions, l'intervenant, M Mohamed Traoré devait répondre en indiquant que dans certaines de ses dispositions, le code électoral a prévu des solutions pour ces cas, tels que les bureaux de recensement itinérants pour les nomades ou le témoignage des chefs en ce qui concerne les personnes ne possédant pas de carte d'identité.

Lors des interventions qui ont suivi la présentation de ce rapport, des compléments ont été apportés aux divers points évoqués. Ainsi, a-t-il été rappelé que le recensement électoral n'est pas un recensement général de la population. Le recensement électoral concerne seulement la population en âge de voter. Il n'y a donc pas lieu d'inscrire sur les listes électorales les mineurs ou les adultes ne jouissant pas de leurs droits civiques. A cet égard, il se pose la difficulté de savoir comment collecter les données sur le terrain pour établir des fichiers fiables, surtout qu'il n'y a pas de méthode plus efficace que d'autres. Il a été relevé, par exemple, que les services du casier judiciaire au Tchad n'ont pratiquement pas de moyens de contrôle. Il ne serait pas surprenant dans ces conditions que des condamnés pour crime se fassent ainsi recenser et puissent disposer de leur carte d'électeur.

Plusieurs questions ont encore été posées, comme celle relative à la radiation et à l'addition sur les listes électorales des nomades ou celle concernant la crédibilité du recensement au Tchad. Mais les formateurs ont dû intervenir pour y mettre un terme, en rappelant que le principe de la plénière n'est pas de revenir sur les débats des travaux en atelier. Il s'agit de vérifier si la communication qui a été faite sur la confection des listes électorales a été bien comprise.

Dans tous les cas, devaient conclure les deux experts, la démocratie est un long processus. L'établissement des listes électorales pose beaucoup de problèmes qu'il faut résoudre progressivement. L'expérience d'autres pays montre que l'Administration au pouvoir a souvent tendance à gonfler les chiffres, comme récemment au Cambodge. Néanmoins, il est possible de confectionner des listes électorales crédibles avec la bonne volonté de toutes les parties prenantes. Il en a été ainsi au Mali où les agents recenseurs ont été fournis aussi bien par l'administration que par les partis politiques et les associations de la société civile. Le plus important, c'est l'existence d'un registre pour le recensement électoral.

b)- Le découpage électoral :

Le rapporteur devait indiquer que l'introduction aux échanges en atelier sur ce thème avait été faite par M Djimrangar Dadnadji.

A cet égard, l'intervenant a rappelé que le découpage électoral est un aspect déterminant des opérations électorales après le recensement électoral. Il a un double but :

- rapprocher les bureaux de vote des électeurs ;
- assurer la représentation des citoyens dans les assemblées parlementaires.

Pour ce faire, il y a un choix à opérer : soit privilégier l'espace géographique dans la délimitation des circonscriptions électorales, soit privilégier la démographie. Mais la tendance actuelle est à la combinaison des deux critères.

En toute hypothèse, le découpage électoral répond généralement à des préoccupations d'ordre politique. Souvent, les gouvernements en place se soucient, dans la délimitation des circonscriptions électorales, de leurs intérêts partisans.

Au Tchad, ce sont les articles 37, 38 et 151 du projet de code électoral qui fixent les modalités du découpage électoral. Ainsi, l'art 37 précise que pour les élections référendaires et présidentielles, le territoire national et les représentations diplomatiques ou consulaires du Tchad à l'étranger constituent des circonscriptions électorales. Pour ce qui est des consultations législatives, les circonscriptions électorales sont la sous-préfecture et les arrondissements de N'Djaména. L'art. 38 indique les modalités de création des bureaux de vote en fonction du nombre des électeurs et des contraintes locales dans chaque circonscription électorale. Enfin, l'art. 151 fixe les modalités d'attribution des sièges de député à chaque circonscription électorale.

Dans les débats intervenus à la suite de cette introduction, il a été souligné la nécessité de la collaboration des Administrateurs et leur rôle indispensable dans l'opération du découpage électoral, notamment dans la création des bureaux de vote, tâche purement technique, qui requiert leur implication entière.

Au cours des interventions, il a encore été question du problème des populations nomades qui nécessite un traitement particulier. Ainsi, le code électoral prévoit, par exemple, des bureaux de vote itinérants pour les nomades. Mais on pourrait aussi envisager, d'organiser un vote anticipé ou retardé pour ces populations et pour les zones difficiles d'accès en général.

Dans tous les cas, le rôle des administrateurs est indispensable. Ils doivent être impliqués dans tout le processus du découpage électoral. Pour ce faire, avant tout découpage, il faudrait prendre en considération un certain nombre de critères comme les conditions géographiques, les liens économiques ou les intérêts communs aux populations, les liens ethniques ou encore la distance qu'il faut parcourir pour atteindre un bureau de vote.

Mais il ne faudrait pas oublier que la multiplication

des bureaux de vote entraîne aussi l'augmentation du coût financier correspondant, avec la multiplication des documents pour le scrutin ainsi que l'augmentation du nombre des guides pour le jour du scrutin, en raison du taux élevé des électeurs analphabètes. AU Mali, par exemple, il a été créé un bureau de vote par village et le coût financier des élections s'est élevé à des centaines de millions de francs. La solution au problème financier pourrait être trouvée dans l'organisation simultanée des élections législatives et présidentielles.

En définitive, il a été souligné que le rôle des administrateurs demeure primordial dans le découpage électoral. Eux seuls sont à même de connaître et de mesurer les contraintes locales qui permettent de déterminer et d'installer les bureaux de vote.

II - EXPOSE SUR LA RESPONSABILITE DES ADMINISTRATEURS :

La communication sur ce thème a été faite par M Djimrangar Dadnadji, Formateur du GERDDES-TCHAD, sous la présidence de M ADOUM Khamis également du GERDDES-TCHAD.

De prime abord, M Djimrangar a indiqué que ce thème a été conçu sous forme de principes et de pratiques pour que des élections se déroulent en toute sécurité. La question qui se pose alors est de savoir quel rôle jouent les chefs des circonscriptions administratives et les chefs traditionnels dans le processus électoral.

Traiter de la responsabilité des administrateurs, devait encore souligner M Djimrangar, revient à faire la morale à de grandes personnes déjà beaucoup plus expérimentées. L'orateur s'était estimé mal à l'aise pour jouer ce rôle. Néanmoins, il avait tenu à rappeler que par rapport à la thématique de la Démocratie non-partisane, il s'agissait de savoir comment la question a été traitée dans la doctrine administrative du Tchad. Comment l'Etat administre les élections?

Historiquement, en Afrique, par fidélité aux pratiques de la colonisation, l'Administration des élections a été confiée en général à l'organe étatique qui administre le territoire. Cette dévolution de la gestion des élections pouvait être totale ou partielle. Aujourd'hui, sous des contraintes politiques, des tentatives ont été faites pour confier la gestion des élections à des organes indépendants, comme à la Cour Suprême au Burkina Faso ou à la CENI au Tchad. La tendance actuelle du Droit Administratif est de confier l'administration des élections à des organes indépendants.

De toutes ces formules, une difficulté subsiste : la variété de ces formules nécessite toujours l'appui des représentants de l'Etat en province. Les élections demeurent, après tout, administratives. Quelles sont alors les responsabilités des administrateurs ?

Pour répondre à la question, il faut partir du postulat

que l'administration des élections est une activité administrative comme toute autre. Les agents chargés de gérer les élections sont des agents de l'Etat. Ils sont donc soumis à la déontologie administrative, notamment aux exigences de la représentation du Pouvoir Central et de la neutralité.

a) - L'exigence de la représentation du Pouvoir Central

Il ne s'agit pas ici d'une responsabilité spécifique aux élections. C'est dire que l'action des autorités administratives est soumise à l'ensemble des règles de fonctionnement des services publics qui se ramène à deux devoirs :

- devoir d'obéissance au pouvoir hiérarchique
- et devoir de loyalisme dans l'exécution des fonctions.

1 - Le devoir d'obéissance au pouvoir hiérarchique :

Le fondement de ce devoir est la nomination par le Gouvernement. On doit donc obéissance à celui qui vous a nommé.

En matière électorale, la difficulté vient de l'existence de ce supérieur hiérarchique. Mais ceci n'enlève pas à l'agent de commandement son rôle de représentation du Gouvernement et du dépositaire de l'ensemble des pouvoirs de l'Etat dans la localité. Le Chef de circonscription est à cet titre, associé à la mise en oeuvre des élections dans sa localité.

La portée du devoir d'obéissance est l'exécution des lois quelles qu'elles soient, afin de maintenir l'ordre public, assurer la sécurité des personnes et des biens. Le devoir d'obéissance s'étend donc aux élections.

2 - Le devoir de loyalisme :

C'est le dévouement au Président de la République ou au Gouvernement.

Certaines constitutions de certains pays, ce dévouement est dû à la personne même du supérieur (cas de l'Allemagne Nazie, de la Belgique, du Zaïre, ...). Il s'agit ici d'un loyalisme personnel.

Mais le loyalisme peut être gouvernemental ou national :

- il est gouvernemental lorsque le Gouvernement est considéré comme institution administrative. Les agents publics font leur devoir pour assurer le fonctionnement des services publics, pour servir l'Etat en tant qu'entité objective. Mais le Gouvernement peut être pris aussi comme régime politique. Dans ce cas le loyalisme est circonstanciel. La fidélité des agents au Gouvernement peut être basée sur la conviction ;

- le loyalisme est national, lorsqu'il est assuré à l'Etat considéré comme l'incarnation de la Nation. C'est donc être au service de la nation.

Le loyalisme pour l'agent public consiste également à respecter l'ensemble des textes dont le pays s'est doté. Cela suppose une conscience manifeste. C'est le cas par exemple du magistrat qui résiste aux pressions, ou de l'enseignant qui préfère enseigner que de transformer sa classe en une machine de guerre, ou encore de l'agent qui éclaire son ministre pour lui permettre de ne pas commettre des bêtises.

b)- Exigence de neutralité :

La neutralité ne signifie pas absence de conviction politique de l'administrateur. Mais comment doit-il faire pour que ses actes ne portent pas atteinte à cette neutralité lors des campagnes électorales par exemple ? Peut-il pousser les administrés à voter pour tel ou tel candidat ? La doctrine administrative le lui interdit. Ce, ndant, au Tchad, avec le multipartisme, il y a eu un flottement. La note circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 14/07/92 a invité les agents de commandement à éviter des comportements tendant à privilégier telle ou telle formation politique au détriment des autres. Cette note recommandait à ces agents d'être à égale distance des formations politiques.

Dans le droit positif, en matière électorale, il est fait obligation à l'administrateur d'enregistrer les partis politiques conformément à la loi 45 (cf. art. 12) et de ne pas assurer la direction d'un parti politique. Toutefois, l'adhésion à un parti politique de leur choix est permise. Pendant les consultations électorales, il n'est autorisé que seulement les réunions des partis politiques légalisés. Mais ces réunions sont-elles soumises à une autorisation préalable ? L'article 120 du code électoral dispose que ces réunions sont libres.

Toutefois, des dispositions de l'Ordonnance 44 de 1962 réglementent les réunions publiques et celles de l'ordonnance 45 réglementent les attroupements. En toute neutralité, les administrateurs doivent assistance aux réunions publiques en assurant l'ordre public lorsque les organisateurs en font la demande. Ils doivent veiller à la répartition équitable des espaces pour les affiches et également permettre un accès équitable aux médias des formations politiques.

Débat :

L'essentiel du débat qui avait suivi la communication sur la responsabilité des administrateurs avait porté sur les principes du loyalisme et de la neutralité des administrateurs. Ainsi, certains séminaristes se demandaient s'il n'y a pas contradiction entre ces 2 principes ? Et que par rapport à la situation politique actuelle du Tchad, ces 2 principes valent-ils la peine d'être observés surtout qu'ils sont difficiles à mettre en oeuvre ?

En répondant à cette série de questions, M Djimrangar a d'abord relevé que ces 2 contraintes ne sont pas de même niveau. Le loyalisme s'applique verticalement tandis que la neutralité joue horizontalement. Certes, reconnaît l'orateur, que ces 2 principes sont difficiles à mettre en oeuvre néanmoins, il appartient aux administrateurs d'en faire bon usage. Par rapport à la note circulaire du Ministère de l'Intérieur rappelant les hommes de commandement à l'ordre, le Directeur Général de l'Intérieur a reconnu qu'il y avait certes eu des tentatives mais que la plupart de temps, c'était des accusations gratuites. Il a cité en exemple, le cas d'un chef d'un canton qui s'inquiète pour son trône parce qu'il appartient à un autre parti que celui au pouvoir.

En contribution au débat, un deuxième intervenant avait indiqué qu'il faut de la hauteur d'esprit et une certaine dose de culture conséquente à l'individu pour l'application de ces deux principes.

Cependant, selon ce même intervenant, il faut prendre en compte d'autres paramètres pour l'application de ces 2 principes notamment leur lien avec la légitimité. M Djimrangar a fait remarquer en réponse qu'il n'y a pas de lien entre ces principes. Le loyalisme est un principe administratif alors que la légitimité est un principe politique.

Un troisième intervenant a relevé qu'il y a contradiction entre démocratie et chefferie traditionnelle. Selon lui, on constate de nos jours que chaque fois qu'il y a disparition d'un chef, on procède à l'élection pour le remplacer alors que la dévolution de la chefferie traditionnelle est héréditaire. Il n'y a pas donc plus de tradition avec la démocratie. Cette intervention a amené M Traoré à faire part à l'assistance de l'expérience malienne. Dans les villages maliens, on a assisté au rejet des partis politiques sous prétexte que la démocratie qu'ils véhiculent est synonyme d'hypocrisie et mensonges. "Au village, disent les villageois, nous ne nous cachons pas pour voter notre chef. Nous le faisons en Assemblée Générale, c'est-à-dire devant tout le monde".

La dernière intervention concernait la sécurité du poste. Au Tchad, il n'existe pas une superstructure administrative où un fonctionnaire indésirable pour ses patrons du moment pouvait s'y réfugier. Dans ces conditions, peut-on demander à l'agent d'appliquer les principes du loyalisme et de la neutralité ? Sur ce point, M Traoré avait indiqué qu'au Mali, le Premier Ministre s'est débarrassé de 2 personnalités. Cela a suscité un débat à l'Assemblée Nationale. Selon toujours M Traoré, le Premier Ministre ne peut travailler qu'avec des collaborateurs qui lui sont loyaux car ces deux principes sont aussi des moyens subtils pour faire obstacle dans l'exécution des actes. C'est le "spoils system" pratiqué aux USA et également en France.

LA SECURITE DE VOTE

La sécurité du vote a été présentée par M Djimrangar aux séminaristes regroupés dans 2 ateliers de travail. Cette sécurité nécessite un certain nombre de conditions qu'il faut réunir pour que le vote se déroule normalement. L'approche théorique de la sécurité de vote consiste à faire de sorte que l'électeur soit seul à connaître son choix. Pour que ce principe se matérialise, il faut que le vote soit secret. Pour ce faire, il faut des éléments suivants : un bureau de vote, un isoloir, des enveloppes et des bulletins des candidats. ensuite, il faut s'assurer de la sécurité du votant, car avant et pendant le vote, celui-ci peut faire l'objet des menaces, d'intimidations et de violences.

Enfin, pour la sécurité du processus électoral, Djimrangar a indiqué qu'elle nécessite la confection des listes électorales, l'enregistrement des candidatures et des partis politiques et de faire en sorte qu'aucun candidat ne soit lésé en lui assurant la libre circulation de sa personne et de ses biens ainsi que la liberté des réunions.

Au Tchad, le code électoral garantit cette sécurité en trois points de vue :

- D'abord, au sein même du bureau de vote a rappelé M Djimrangar. D'après le code, c'est le Président qui en est responsable. il peut faire appel à la force publique (art. 55). Ensuite, le code électoral interdit dans son art 56, le port d'arme apparent ou caché. Un ensemble de dispositions pénales (art. 81 - 104) permettent de réprimer la fraude ou l'insécurité qui pouvaient survenir.

La sécurité du vote a fait remarquer Djimrangar, n'est pas seulement le désordre ou la violence. Il peut s'agir du dépouillement sur place des urnes ou de leur transport qui peuvent occasionner soit le bourrage des urnes ou l'insécurité.

Après la présentation de cet exposé, un débat a été instauré autour du thème. Selon un premier intervenant, des voix se sont élevées pour la création d'une force de sécurité pour le vote alors qu'on retrouve aucune trace dans le code électoral. N'y aura-t-il pas confusion des forces qui pouvaient occasionner l'insécurité ? D'autre part, la présence d'un homme en uniforme devant le bureau de vote ne peut-elle pas être source d'insécurité ? Cette série de questions a nécessité quelques observations.

D'abord, la question de sécurité envisagée ici est en dehors des forces publiques mais dans l'application des textes pour atteindre une sécurité aux résultats. D'autre part, il y a nécessité d'une éducation civique. Mais au préalable, il faut arriver à changer la mentalité de l'homme tchadien par l'information et l'éducation.

La nécessité d'une éducation n'est plus à démontrer,

reconnait un deuxième intervenant mais cela ne permet pas de se passer de la force publique.

Car la vue des forces de l'ordre dissuade toute velléité et permet d'assurer l'ordre en campagne.

Le troisième intervenant était revenu sur l'existence d'une force spéciale et des observateurs.

Selon lui ce sont les partis d'opposition qui la réclamaient. Cette demande à son avis n'est plus nécessaire puisque les militants de ces partis seront représentés aux bureaux de vote. Ajouter à cela la campagne d'éducation civique, cela suffirait largement pour assurer la sécurité et la régularité du vote.

Un autre point très important a été soulevé par les séminaristes. Il s'agit de l'absence des ONG et des associations de la société civile dans la campagne d'éducation civique. Aussi, certains séminaristes ont regretté le fait que les partis politiques, surtout ceux de l'opposition, n'aient pas envisagé la formation de leurs militants.

Enfin, il est ressorti des débats qu'une recommandation doit être faite aux autorités pour que les conditions minimales soient réunies pour assurer la sécurité du vote, notamment les moyens matériels.

Une autre intervention relative à l'insécurité a été débattue par les séminaristes au cours des travaux en atelier. Il s'agit de l'environnement culturel qui ne permet pas de demander à un homme de se débarrasser de son poignard avant de pénétrer dans un bureau de vote. Cet homme refusera de le faire parce qu'il ne se sentira pas en sécurité.

Il y a d'autre part l'insécurité morale, devait relever cet intervenant. Il cite en exemple le cas d'un électeur lors des élections de 1989 qui a eu des ennuis. Sous la pression de ses commanditaires pour l'amener à prendre leur bulletin, celui-ci a cru bien faire en le mettant dans sa poche. Ce cas n'est pas le seul exemple, a ajouté l'intervenant. Il y a également un militant d'un parti politique qui a refusé de se faire recenser. Sa carte de parti lui suffit. Que se passera-t-il avec ce militant le jour du vote s'était demandé l'intervenant. Il s'avère nécessaire, selon les séminaristes, que la campagne de sensibilisation et d'information soit organisée par les partis politiques et dirigée à l'endroit de leurs militants. A cet effet, ces partis doivent tout faire pour dépassionner le débat. Car dans certaines contrées, certaines entités ne s'acceptent pas. Ils ne peuvent donc pas partager le même bureau de vote. Si la sensibilisation était si importante, pourquoi le Ministère de l'Intérieur a empêché la campagne civique des associations de la société civile, s'était demandé un séminariste. Cette question n'avait pas trouvé de réponse. Les séminaristes étaient tous unanimes à reconnaître qu'il faut sensibiliser également les militaires. Avis qui n'est pas partagé par le formateur

Djimrangar qui ne voit pas en des militaires des sources d'insécurité. Ce sont plutôt des chefs militaires. L'exemple de la Mauritanie devrait édifier les séminaristes a-t-il conclu.

Des craintes d'insécurité dans les zones de troubles avaient amené un autre participant à demander comment faire pour que les résultats des élections ne soient pas affectés ? M Djimrangar a fait remarquer que le thème de la sécurité du vote est traité au cours de ce séminaire par rapport à des zones où la loi du pays s'applique. Dès lors que la loi nationale ne s'applique pas dans ces zones troublées, on ne peut y organiser des élections. On a rapporté en complément d'information qu'une note du Directeur Général de la Gendarmerie transmise à la CENI fait mention du comportement exemplaire des Gendarmes dans le processus électoral et que le recensement électoral s'est fait sans difficultés dans les îles du Lac et le Logone Oriental, réputées zones troublées, il n'y a pas longtemps.

Troisième journée de la première session de formation de N'Djaména .

La troisième journée du séminaire des administrateurs a démarré par l'audition des rapports des travaux en atelier suivi d'un débat.

La plénière a repris par la communication faite par Mr Hilary MIEZAH.

Enfin, une simulation de vote a clôturé cette 1ère session de la formation des administrateurs des élections à N'Djaména.

I - RAPPORTS DES ATFLIERS :

La sécurité du vote et l'observation des élections ont été les thèmes débattus en atelier.

a) - La sécurité du vote :

Dans son intervention, M Djimrangar a rappelé la notion de sécurité du vote en indiquant qu'il faut prendre toutes les dispositions pour que le vote se déroule normalement. Qu'il faut également la régularité de toutes les opérations électorales et s'assurer du secret du vote. La sécurité du vote devait conclure l'orateur, ne concerne pas seulement le président du bureau de vote et la force publique. Elle est l'affaire de tous les citoyens.

Dans les débats, 2 cas d'insécurité avaient retenu l'attention des séminaristes : l'intimidation et l'ignorance à laquelle s'ajoutent des attitudes incompatibles.

Il a été reconnu pour ces cas que seule l'éducation civique des citoyens était la solution.

Pour éviter l'insécurité due aux forces de l'ordre, il est conseillé de rechercher la collaboration des chefs militaires.

Quant aux zones d'insécurité, là où la loi du pays ne peut s'appliquer, il serait judicieux de faire selon les contraintes locales.

Enfin, la présence des forces étrangères et des observateurs ne peut être obtenue sans l'accord du Gouvernement. Mais l'important selon les séminaristes, c'est d'abord amener les partis politiques et les citoyens à comprendre leur rôle. En définitive, il faut de la sensibilisation et de l'éducation des citoyens à tous les niveaux.

M. Miezah a fait observer en guise de conclusion que dans l'organisation des élections, il faudra tenir toujours compte :

1 - des adversaires qui ne souhaitent pas le déroulement des scrutins ;

2 - de la sécurité qui doit être assurée dès l'annonce du vote, de l'impression des bulletins, des matériels et équipements afférents au vote, du transport des urnes et de leur stockage ;

3 - de l'organisme chargé de ce vote, des chefs de circonscriptions électorales et des partis politiques.

b) - L'observation des élections :

L'observateur des élections est celui qui s'occupe de tout le processus électoral. Dès le départ du processus, il doit être là pour s'assurer que les textes ne sont pas discriminatoires, il doit vérifier les registres et enfin les partis politiques en compétition.

Ainsi l'observation s'effectue à tous les niveaux du déroulement du processus électoral. C'est-à-dire de la campagne jusqu'au vote, l'observateur doit tout vérifier. L'observation concerne donc, les périodes pré-électorales du scrutin et post-électorales.

Son rôle étant de décourager la fraude pour rassurer l'électorat et la communauté internationale. A cet effet, il a accès facile au bureau de vote, pour s'assurer de l'impartialité de ses membres; accéder à l'électeur et aux partis politiques. Il doit s'assurer si le dépouillement s'est fait conformément à la loi et que d'éventuelles réclamations faites ont été acceptées. Mais qui peut être observateur ? Il peut s'agir des représentants des associations, de la communauté internationale, ceux des ONG ou des Etats étrangers.

Dans les débats, l'importance de l'observation a été souligné. Cependant, l'observateur n'a pas de pouvoir réel. Tout

juste une incidence au niveau politique. Aussi, serait-il intéressant de disposer des observateurs nationaux car ceux-ci connaissent mieux le terrain. Regarder, noter et rapporter sont les tâches essentielles de l'observateur qui doit être vigilant.

II - EXPOSE SUR LES OPERATIONS ELECTORALES :

En introduisant sa communication, M Miezah a indiqué que les opérations électorales sont composées de 3 phases essentielles qui correspondent respectivement à l'éducation civique des électeurs, à l'établissement de la liste électorale et du déroulement du scrutin.

A - Education Civique :

L'éducation civique qui est la première phase du processus électoral, consiste selon M Miezah, à informer le citoyen sur son droit de vote. Ainsi, le citoyen doit savoir qui est éligible, comment voter, où le faire et quand. C'est l'occasion de lui faire connaître les emblèmes des différents partis politiques. Mais qui est responsable de cette éducation ? Miezah annonce que c'est tout le monde. Cependant, au Tchad, reconnaît-il, c'est à la CENI, organe le plus concerné par le processus électoral, car il lui revient de superviser les élections, d'informer, d'éduquer le citoyen et l'amener à maîtriser la procédure électorale. M Miezah préconise donc une coopération intense entre la CENI et les différentes composantes de la population. Cette coopération devrait l'aider à former des comités d'éducation civique dans des régions, les communes. Ce comité sera composé des représentants des Ministères de l'Information, de l'Education Nationale, des représentants des Associations religieuses et des comités villageois.

La collaboration des partis politiques avec la CENI peut se matérialiser par l'éducation des militants par leurs partis politiques respectifs.

Pour cette éducation, suggère Miezah, tous les supports de communications devraient être exploités notamment la radio, la télévision, le cinéma, les chansons, les danses et les manifestations à caractère religieux et culturel et des haut-parleurs fixés sur les véhicules.

B - L'établissement des listes électorales :

Cette deuxième phase du processus électoral différente du recensement général de la population ne doit pas être entachée d'irrégularités. Car avec une liste entachée d'erreurs, il n'y a pas d'élection digne a souligné M Miezah. L'orateur reconnaît que chaque pays a sa méthode pour confectionner la liste électorale mais l'idéal pour tous est que cette liste ne contienne pas 2 fois de suite le nom de la même personne ni des noms des personnes décédées. Elle doit s'établir dans le respect de la majorité qui est fixée à 18 ans, de la nationalité et de la capacité légale. En outre, les détails de cette carte

électorale doivent correspondre selon M. Miezah à ceux de la liste électorale et de la carte d'identité nationale.

C - Le déroulement du scrutin :

C'est la phase la plus décisive du processus. La CENI contrôle et la supervise tandis que les partis politiques regardent, notent et rapportent. Ces derniers ne doivent pas se mêler des élections, recommande Miezah. Il indique en outre que le scrutin doit se faire conformément aux textes.

. La procédure du vote :

Le vote doit commencer à 7 heures et se terminer à 18 heures.

Le président du bureau de vote, rappelle Miezah, doit vérifier si les bulletins correspondent au nombre d'électeurs inscrits sur la liste. Il constate ensuite la présence de tous les représentants du bureau de vote.

Par ailleurs, le président du bureau vérifie, et montre aux gens que les urnes sont vides avant que le vote ne commence.

L'orateur rappelle que chaque bureau est doté d'un isolement pour assurer le secret du vote. Chaque électeur prend une enveloppe et des bulletins correspondant au nombre des candidats. Il met le bulletin de son choix dans l'enveloppe et l'introduit dans l'urne placée bien en vue dans le bureau de vote. Le votant trempe son doigt dans l'encre indélébile avant de quitter le bureau. Lorsque le vote prend fin, la liste d'émargement est signée par tous les membres du bureau de vote. Les urnes sont transportées immédiatement au lieu du dépouillement. Quatre scrutateurs sachant lire et écrire dépouillent les bulletins. L'urne est ouverte et le nombre d'enveloppe et des bulletins est vérifié.

Le dépouillement est fait devant les délégués des partis politiques. Les indications portées sur le bulletin sont lues à haute voix par 2 scrutateurs tour à tour. Les enveloppes sans bulletin sont comptées nulles. Après totalisation des suffrages, le résultat du dépouillement fait l'objet d'un procès-verbal comportant les observations des membres du bureau de vote, les partis politiques. Le président du bureau annonce à haute voix les résultats qui sont affichés. Le procès-verbal est établi en 3 exemplaires. Il comporte la signature des membres du bureau. Les délégués présents contresignent les procès-verbaux avant de les envoyer à la sous-commission de la CENI (art. 75 du code électoral).

Le bureau de vote transmet à la sous-commission les résultats avec les pièces suivantes : la liste d'émargement (cf. art. 75).

M. Miezah rappelle que le vote est secret, c'est-à-dire, un homme = une voix mais on peut voter par procuration.

* Le débat qui était ouvert à la suite de cette communication s'est focalisé sur l'éducation civique. Beaucoup de séminaristes se demandent si elle ne doit pas commencer longtemps à l'avance pour permettre aux citoyens de s'habituer à la pratique du vote.

En réponse, M Miezah indique que dans toutes les guerres pour la transmission du pouvoir, lorsqu'on cherche à sortir de cette logique, l'éducation civique devrait se faire à temps et cela doit se faire à travers les mass-média, la télévision, la radio.

Au Ghana, selon Miezah, des associations religieuses et autres associations ont été largement mises à contribution.

Le formateur Tab Tilo ajoute qu'il n'y a pas de moment précis pour l'éducation civique. Elle doit être permanente à toutes les phases pré, pendant et post-électorales.

D - La simulation :

M Traoré a dirigé la simulation du vote pour permettre aux séminaristes d'assimiler la procédure du vote le jour J.

Cette simulation fait apparaître les difficultés qui peuvent surgir le jour du vote. Notamment, le choix du bureau, la disposition des bulletins des candidats, le vote des électeurs inscrits ou non inscrits, des électeurs porteurs de plus de 2 procurations, le cas des électeurs malades, des électeurs nomades... A l'aide des dispositions du code électoral, Traoré a montré comment chacun des cas précités peut être résolu concrètement.

LE DEUXIEME SEMINAIRE DE N'DJAMENA DU 08 AU 12 AVRIL 1995 :

Le deuxième séminaire de N'Djaména a débuté le 08 avril 1995 pour prendre fin le 12 avril 1995.

Le premier jour : samedi 09 avril 1995 :

Les débats sur le premier thème ont directement commencé par la question des rapports de la CENI avec l'administration territoriale.

Les participants se sont également souciés d'autres questions :

- sur quelle liste doit-on avoir son nom ? La liste électorale à celle du recensement administratif ?

Comment se fait le vote par procuration ? Envoie-t-on une lettre au Président du bureau de vote ?

Sur le deuxième thème, les questions posées ont été les suivantes : rôle de la CENI et des administrations.

L'élaboration du plan d'action ne relève-t-il pas uniquement de la CENI et de ses sous-commissions électorales.

Pourquoi la CENI ne participe pas à ce séminaire ? Sa présence aurait permis d'éclaircir certains points. Les intervenants ont répondu que la CENI ne peut pas faire son travail seule. Ce travail incombe aussi aux autres acteurs. Par exemple, la sensibilisation pour l'éducation civique passe aussi par les Associations, les Eglises, les partis politiques. De même les administrateurs doivent apporter leur consensus.

Pour pouvoir voter, il faut être inscrit sur la liste électorale.

La présence de la CENI serait effectivement utile, car elle détient les réponses à certaines questions. Malgré l'insistance des organisateurs du séminaire pour que la CENI soit représentée par quelques membres, il n'a pas été donné suite à la demande de ceux-ci.

Sur le troisième thème, les débats ont mis en relief les problèmes de terrain lors du dernier recensement. L'attention a été attirée sur le fait qu'il reste encore des gens à recenser, après la clôture du recensement.

Des problèmes financiers subsistent encore, car les agents recenseurs n'ont pas été complètement payés ainsi que certains auxiliaires (forces de l'ordre, représentants des partis politiques, etc).

Le deuxième jour : lundi 10 avril 1995 :

Par rapport au thème sur "les acteurs principaux du processus électoral", Monsieur Miesah a insisté sur les mesures de sécurité à prendre et Monsieur TAB TILO a précisé qu'il appartient aux administrateurs d'assurer cette sécurité, comme le prévoient les articles 121 et suivants du code électoral, relatifs aux "rassemblements et manifestations électoraux". L'administrateur est responsable du climat politique dans sa région.

Un intervenant a demandé pourquoi les associations de la société civile ont été omises, alors qu'elles jouent un rôle important en matière d'éducation civique. Un autre a voulu savoir pourquoi le gouvernement avait empêché la campagne d'éducation civique en juillet 1994 ?

En réponse, les intervenants ont reconnu qu'il y a eu une omission regrettable, car les associations de la société civile font partie des acteurs principaux. En matière électorale, rien ne peut se faire sans une éducation intense de la population.

Quant aux motifs de l'interdiction de la campagne d'éducation civique, ils leur sont inconnus.

La présence de la CENI a encore été réclamée par

3plusieurs séminaristes, qui auraient aimé que celle-ci explique quel est son plan d'action pour la poursuite du processus électoral.

Après la pause, le thème sur l'observation des élections, a été développé.

Les questions étaient nombreuses :

Comment s'acquiert la qualité d'observateur international ? Unilatéralement ou en accord avec le pays organisateur des élections ? Est-ce le pays organisateur qui demande des observateurs ? A qui incombe leur charge financière ?

A qui les observateurs rendent-ils compte ? à la CENI ? au Gouvernement ?

Depuis quand existe l'observation internationale, et joue-t-elle le même rôle en Afrique qu'en Occident ?

Selon les réponses de Monsieur Miezah, l'observation internationale est devenue une mode démocratique mondiale. C'est un phénomène récent en matière électorale et on y recourt aussi en Occident (exemple : le GERDDES était admis comme observateur à des élections aux Etats-Unis). Les observateurs rédigent un rapport publié sous forme de brochure à l'intention de la communauté internationale. Pour garantir leur indépendance, ils assument les frais de leurs déplacements.

Monsieur Traoré a ajouté qu'il y a 2 sortes d'observateurs : ceux qui choisissent eux-mêmes d'aller dans tel ou tel pays, et ceux qui sont invités par ce pays (cas du Tchad) (art. 2 de la loi 44 sur la CENI).

L'observateur doit alors avoir une accréditation pour venir dans le pays.

L'atelier sur le mode de scrutin a été bien suivi. L'intérêt des séminaristes se mesure à partir de leur participation constante. Cependant, le mode de répartition des sièges à la plus forte moyenne a semblé quelque peu obscur. Il a fallu que M. Traoré reprenne ses explications.

Le troisième jour : mardi 11 avril 1995 :

Le début de la matinée a été consacré à l'atelier de la veille, reste inachevé. Le jour du scrutin est lui-même l'enjeu de plusieurs questions.

Les chefs de villages peuvent-ils être membres du bureau de vote ? Qu'entend-on par transparence de l'urne ? Quel usage doit être fait de la force publique pour garantir la sécurité ? Les résultats doivent-ils aussitôt être envoyés à la CENI ?

Il a été répondu qu'aucune disposition écrite

n'interdit aux chefs du village d'être membre du bureau de vote, mais on présume qu'ils ne peuvent en faire partie parce qu'ils représentent l'administration.

- En qui concerne la transparence de l'urne, il s'agit de fabriquer des urnes ayant au moins 1 ou 2 côtés vitrés. Mais cela signifie aussi que l'urne soit placée de manière à être visible de tous.

- En matière de sécurité, tout dépend de la situation du pays. On doit éviter de mettre systématiquement des gens armés dans le bureau de vote. Mais cela n'empêche pas de mobiliser la force publique et de la tenir prête dans des lieux où elle n'est pas visible de la population.

- Les résultats du bureau de vote doivent d'abord être immédiatement proclamés sur le lieu du vote avant d'être envoyés à la CENI locale. Les électeurs de chaque bureau doivent connaître les résultats de leur bureau les premiers sinon il y a des risques de fraude.

- Concernant le mode de scrutin, Monsieur Traoré a indiqué qu'au Mali, il faut un minimum de participation pour la validité du vote (au moins 25 % de votants).

- La simulation :

Elle est approuvée positivement par les experts qui ont félicité le bureau. Il y a eu un bon déroulement du vote, une bonne surveillance de la circulation des électeurs dans le bureau.

Il y a eu des erreurs de manipulation par l'unique scrutateur. Cela aurait été évité, si on avait eu 2 scrutateurs.

Conclusion :

Du séminaire de N'Djaména, on peut tirer plusieurs enseignements :

- Le séminaire répondait à une curiosité latente. Compte tenu des réactions suscitées, le séminaire a levé plusieurs équivoques par rapport aux votes précédents (législatives et référendaires sous H. Habré).

- Il a rappelé les principes de base : secret et liberté du vote.

- Il a comblé des lacunes (exemple : le scrutin majoritaire de liste avec répartition des voix à la plus forte moyenne, était inconnu de la plupart).

- Il a attiré l'attention sur les difficultés pratiques d'un bureau de vote : bon agencement, contrôler la circulation des électeurs, comptage des votes.

- Les besoins, la soif des administrateurs de province, d'être "associées" aux décisions prises dans la capitale et d'être informées à temps.

- Il a permis d'avoir accès aux expériences des autres pays.

LE SEMINAIRE DE SARH DU 29 MARS AU 5 AVRIL

Le séminaire de Sarh s'est déroulé du 29 mars au 5 avril 1995. Il a regroupé les préfets et sous-préfets (titulaires et adjoints), les chefs de poste administratif des sous-préfecture (Tandjilé, Salamat, Logone Oriental, Mayo Kebbi, Moyen Chari). Les séminaristes ont été formés successivement en deux périodes: du 29 mars au 31 mars, et du 03 avril au 05 avril 1995.

* 1er Séminaire (du 29 mars au 31 mars 1995)

Le 1er jour: le 29 mars 1995

Après l'ouverture officielle, la séance plénière a débuté par le thème "Aperçu théorique de la gestion et de l'observation des élections: Constitution, Code électorale, la CENI".

Premier à prendre la parole, Mr MIEZAH a rappelé avec force que le droit de vote est un droit de l'homme, dont l'exercice est rendu possible grâce à la loi électorale. Puis il a distingué les différentes phases du processus électoral notamment: la mise en place de la loi électorale, un organe qui supervise et organise les élections, l'information des citoyens par l'éducation civique, l'enregistrement des partis (publicité de leurs symboles, de leurs programmes); dépôt de candidatures... L'orateur a recommandé de toujours suivre la loi, une loi qui se doit d'être compréhensible pour tout électeur.

Le 2ème formateur, Mr TRAORE, a rappelé que les principales dispositions des textes de base: Constitution, Code électoral, lequel concerne toutes les élections à venir sauf les municipales, et traité de période préélectorale, électorale et post-électorale.

Les communications des deux intervenants ont fait l'objet de débats intéressants.

Un premier participant est parti du fait suivant: la dénonciation des fraudes électorales par certains organismes ne change rien au cours du vote. Exemple: 10 urnes détournées au profit du candidat gabonais OUMAR Bongo. Dans ces conditions la présence des observateurs peut-elle modifier ce genre de situation?

Un autre participant a soulevé une préoccupation

commune à l'ensemble des séminaristes: quel sera le rôle des administrateurs (sous-préfets, chefs de P.A) puisque c'est la CENI qui fait tout!

Cette préoccupation est revenue constamment, tout au long du séminaire. Maintes fois les participants ont demandé qu'on leur dise la démarcation des rôles entre la administrateurs et la CENI!

2ème thème : "Elaboration d'un plan d'action"

Pour Mr MIEZAH, en cette matière, il n'y a pas de modèle, chaque pays a son style, son genre d'administration. On peut cependant dégager les principes communs, pour parvenir à des élections libres.

En particulier prévoir un organe qui supervise les élections tel que la CENI.

Les autres organes de l'Etat doivent aussi contribuer à garantir un bon climat politique.

Pour les questions relatives à des détails, tels que: le jour du vote, l'organisation des bureaux de vote, les intervenants ont souligné que le code électoral ne peut prévoir tous les détails. Des instructions ultérieures viendront de la CENI pour régler les détails omis.

Le 2ème jour: le 30 mars 1995

Le 1er thème abordé, concernait " Les Acteurs principaux du processus électoral "

Mr MIEZAH a insisté sur le fait que " les acteurs principaux, c'est nous tous ". C'est le peuple sans lequel, il ne peut y avoir une atmosphère pacifique et harmonieuse, cela suppose une compréhension préalable de toutes les phases du processus électoral, basée sur l'éducation civique.

- C'est aussi les politiciens, qui ont le droit de savoir et de connaître toutes les dispositions de la loi de faire leur campagne sans crainte, et le devoir de respecter la loi électorale.

Les partis politiques doivent être enregistrés avec leurs couleurs, emblèmes...

- Les acteurs, ce sont aussi les observateurs nationaux et internationaux.

Prenant la parole à la suite de Mr MIEZAH, Mr TAB TILO s'est appesanti sur une catégorie d'acteurs: " les administrateurs " afin de délimiter leurs responsabilités, c'est à dire leur rôle dans le processus électoral.

Dans certains pays a-t-il dit, la gestion du vote peut

être confiée à l'administrateur. Dans le processus électoral, c'est la neutralité. Il doit être à égale distance de toutes forces politiques en présence, et laisser un égal accès aux médias, ne pas entraver la campagne électorale.

Les participants ont demandé quelle était leur place par rapport à la CENI; et quelles seraient les relations entre les administrateurs, les CENI locales et la CENI de N'Djaména.

Il leur a été répondu qu'on ne peut pas se passer de la collaboration des autorités administratives qui connaissent mieux le terrain et que les administrateurs obéissent aux CENI locales, lesquelles dépendent de la CENI de N'Djaména. Les administrateurs doivent faciliter les tâches de la CENI.

Le 2ème thème de ce jour traitait de "l'observation des élections".

L'observateur a pour tâche de regarder si tout est conforme à la loi, de noter de manière impartiale le déroulement des élections, d'observer tous les actes de la phase préélectorale à la phase post-électorale; notamment le comportement des partis pendant la campagne électorale, l'accès aux bureaux de vote, la suite donnée aux réclamations.

Le but de l'observation est de décourager la fraude d'inspirer confiance dans le processus électoral dans sa transparence.

Les observateurs sont issus des organismes locaux, (associations, églises), internationaux (O.U.A, O.N.U), les représentants des gouvernements des pays étrangers. L'Observateur a un droit de moral très puissant.

Deux ateliers étaient prévus.

Lors du 1er atelier sur les observateurs, les participants se sont interrogés sur la nécessité de l'observation. N'est-ce pas une mode imposée par les pays développés ? Sur quoi se fonde-t-elle ?

Selon la réponse apportée par Mr MIEZAH, c'est l'appartenance à la Communauté Internationale qui justifie qu'un pays accepte des observateurs internationaux sur son territoire. Il existe déjà aux Nations Unies, une division des Droits de l'Homme chargée de la responsabilité des élections, avec un droit de regard sur les élections. Prochainement, on s'attend à une résolution des Nations Unies en matière d'observateurs. Il y aura ainsi une base juridique dans les statuts des Nations Unies.

L'observation des élections devient un standard, un principe universel. Ainsi lors des élections aux Etats-Unis, des observateurs ont été admis, dont GERDDES-AFRIQUE.

Lors du 2ème atelier sur " le Mode de Scrutin ", Mr TRAORE a expliqué que le code électoral tchadien a retenu le

système majoritaire combiné a la représentation proportionnelle.

Ainsi dans le scrutin de liste, où plusieurs candidats d'un même parti sont sur la même liste car il y a plusieurs sièges à pourvoir, la répartition des sièges se fait selon le principe majoritaire.

Si une liste a la majorité des voix, elle emporte tous les sièges. Si aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, on procède à une répartition des sièges proportionnellement au nombre des voix obtenues par chaque liste. Le restant des sièges est réparti selon le système de la plus forte moyenne.

2ème séminaire: du 03 avril au 05 avril 1995.

La séance plénière a suscité de nombreuses questions. Un participant a demandé quels étaient les avantages du bicaméralisme parlementaire; selon lui, il n'est pas nécessaire d'avoir un Sénat au Tchad.

Un autre a demandé quels rôles respectifs jouent les députés et les sénateurs. Le Sénat a-t-il été définitivement adopté par le peuple ? Les autres questions ont concerné: la date de la prochaine éducation civique et la présence des partis politiques dans des séminaires de formation, la manière d'éviter qu'un électeur ait 2 cartes et vote deux fois, la possibilité de se faire recenser par procuration, le but du séminaire, le transport sans risque du matériel électoral de la capitale aux sous-préfectures, quel était le rôle des administrateurs et de la CENI ?

Les intervenants ont donné des réponses suivantes:

- Le bicaméralisme figure bel et bien dans le projet de la constitution tchadienne adopté par le Parlement Tchadien (Conseil Supérieur de la Transition). Il ne s'agit pas de discuter de son bien-fondé.

Les députés et sénateurs jouent à peu près le même rôle puisqu'ils votent tous deux la loi après examen du texte par chaque chambre. En cas de désaccord, la décision des députés l'emporte sur celle des sénateurs. Les sénateurs en général plus âgés, sont là pour tempérer l'ardeur des députés plus jeunes, plus révolutionnaires. C'est ce qu'a montré l'histoire politique française.

- La date de l'éducation civique sera sans doute déterminée au moment voulu par les autorités et il est bien sûr souhaitable que les séminaires de formation s'adressent aussi aux partis politiques.

- Pour éviter qu'un électeur vote 2 fois, le code a prévu plusieurs barrages, notamment l'encre indélébile.

- Il n'est pas normal de se faire recenser par

procuration. La loi exige la présence physique de l'intéressé.

Concernant la question fondamentale du rôle des administrateurs et de la CENI, il a été rappelé que la CENI supervise les élections, mais que le processus électoral ne peut avoir lieu sans les administrateurs. La CENI prendra ultérieurement des directives complémentaires pour préciser le rôle exact des administrateurs.

Comme quelques participants contestaient que le bicaméralisme reflète la volonté du peuple tchadien, les intervenants en ont profité pour clarifier les choses, en précisant que le séminaire n'avait pas pour objet de revenir sur le contenu des textes et d'en donner le mode d'emploi.

Les 2 groupes de séminaristes ont fait une simulation de vote, le dernier jour de formation. Qu'en est-il ressorti ?

- La simulation :

Le bureau de vote du 1er groupe de séminaristes a vite été débordé par les électeurs. Ceux-ci étaient trop nombreux dans la salle, et le recours à la police un peu trop fréquent, pour rétablir l'ordre. Il n'y avait pas de possibilités de contrôler les irrégularités à cause notamment de la mauvaise disposition du bureau.

Les électeurs entrent et sortent du même côté, par la même issue.

Le bureau de vote du 2ème groupe s'en est beaucoup mieux tiré. L'ordre a été assuré grâce à un bon contrôle à l'entrée, empêchant les entrées massives et intempestives. Les perturbateurs ont été évacués, et les cas litigieux réglés avec calme.

Les 2 groupes ont fait de recommandations souvent identiques. Les plus importantes sont :

- envoyer tout le support logistique nécessaire à temps et refaire le découpage électoral ;
- clarifier les rôles des administrateurs et de la CENI ;
- faire un séminaire de formation pour les partis politiques ;
- bien choisir les membres du bureau de vote et les former ;
- faire l'éducation civique ;
- envoyer les exposés des intervenants et certains documents non distribués pendant le séminaire (par exemple: la liste de vérification du bureau de vote).

RAPPORT SUR LE SEMINAIRE D'ABECHÉ

Du 14 au 16 avril 1995, s'est tenue à l'Ecole Normale d'Instituteurs d'Abéché, la session de formation sur l'administration des élections.

La cérémonie d'ouverture qui a débuté à 15 heures 30 mn a été ponctuée par l'intervention du Vice-Président du GERDES-TCHAD, l'allocution du Représentant d'Amex International et le discours d'ouverture du Préfet du Ouaddaï.

Aussitôt à 16 heures, les travaux ont débuté avec une séance plénière sur le thème "Aperçu théorique de la gestion et de l'observation des élections" présentée par Miezah et Mohamed Traoré comme ils l'ont fait à l'occasion des précédentes sessions.

L'exposé de ce premier thème a pris fin à 17 heures, puis s'en est suivie l'ouverture de débats.

Au cours des débats, plusieurs interventions ont porté sur des problèmes pratiques notamment sur le vote des nomades, la composition des sous-commissions de la CENI et les difficultés matérielles rencontrées par les administrateurs lors du dernier recensement.

En réponse à ces interventions, les exposants ont fait remarquer que le vote des nomades et la composition des sous-commissions de la CENI ont été réglées par le code électoral et la loi 44. Quant aux difficultés matérielles rencontrées, tout le monde espère que la CENI prendra toutes les dispositions afin que ces manquements soient comblés.

La séance plénière s'est poursuivie avec l'exposé portant sur un second thème "Elaboration d'un plan d'action" présenté par Miezah.

A l'issue de cet exposé, il n'y a eu que des précisions apportées par l'intervenant. La séance a été suspendue à 19 heures.

Deuxième journée :

Ouverte à 8 heures, la deuxième journée a commencé par des communications en séance plénière sur trois thèmes :

- les acteurs principaux du processus électoral,
- les opérations électorales
- l'observation des élections.

Après les communications, les débats ont été ouverts. Plusieurs séminaristes ont pris la parole pour faire des observations par rapport aux thèmes présentés. Ces observations concernent d'une part la responsabilité des administrateurs et d'autre part l'impact des observations des élections.

Tous les intervenants ont reconnu les difficultés pratiques qu'ont les administrateurs à concilier les deux exigences et en ont appelé à la responsabilité de chaque administrateur.

Sur le second point, beaucoup ont émis des réserves sur l'impact réel des observateurs en prenant l'exemple du Nigéria et du Cameroun où malgré le "tollé" soulevé par les observateurs, les autorités locales n'ont jamais été inquiétées.

En réponse à ces remarques, les intervenants ont fait savoir qu'en droit international, il n'existe pas de sanction pénale contre les Etats ; néanmoins, des sanctions économiques, financières et politiques peuvent être prises par la communauté internationale et à long ou moyen terme, les conséquences se feront sentir dans les pays en question.

Les travaux en atelier portant sur le thème "le jour des élections".

Cet atelier a été animé par Mohamed Traoré et Djimet Arabi. Trois points ont été mis en exergue notamment les documents électoraux, le déroulement du vote et le mode de scrutin au Tchad.

Troisième journée : 16 avril 1995

La journée du 16 avril a été consacrée à la simulation d'un bureau de vote. Cet exercice a suscité l'intérêt des participants qui ont fait des observations et critiques et relevé les irrégularités constatées dans les dispositions du code électoral.

A l'issue de cette simulation, les séminaristes ont axé leurs recommandations sur les difficultés rencontrées sur le terrain par les administrateurs lors du dernier recensement électoral. Ils souhaitent donc que toutes les dispositions aussi bien financières que matérielles soient prises par la CENI avant le déclenchement des opérations électorales.

Conclusion: Ce séminaire, bien qu'organisé dans des conditions difficiles est une réussite.

Tout le monde sait que les administrateurs sont les représentants du pouvoir et ont tendance à n'appliquer que les décisions venant de leurs supérieurs hiérarchiques.

Cette formation leur a permis de faire un certain nombre de recommandations pour la formation des autres intéressés, la collaboration avec la CENI et les moyens qu'il faut pour une bonne consultation.

S'il est vrai que leur nomination obéit à la logique du "Spoil Système", l'accent était mis sur leur neutralité et leur responsabilité pendant les élections. Cette neutralité et

impartialité permettraient que tous les candidats soient traités sur un même pied d'égalité et les militants de tel ou tel parti ne soient pris dans leur collimateur.

Si à travers ce séminaire le message a passé nous n'aurions pas à faire à une administration partisane mais à celle qui serait au service de la nation pendant cette phase cruciale de la vie politique au Tchad.